

Veut-on tuer la culture, la Belgique et Bruxelles?

- ▶ Les institutions culturelles et scientifiques fédérales sont catastrophées.
- ▶ Les mesures budgétaires du gouvernement les menacent d'asphyxie.

Si le MR laisse passer l'asphyxie des institutions culturelles/scientifiques, il renforce ceux qui disent qu'il exécute le programme N-VA». Ce n'est pas un francophone atrabilaire qui tweetait cela jeudi soir mais Dave Sinardet, politologue anversois de la VUB.

Ce que Peter de Caluwe, directeur de la Monnaie, appelle dans une carte blanche (voir lesoir.be) un «black-out culturel fédéral» suscite d'innom-

brables réactions depuis hier. Mais jusqu'à présent, aucune du côté du gouvernement.

Mais que signifient vraiment ces mesures? Quelles en seraient les conséquences? Faut-il y voir d'autres desseins à plus long terme? Alors que Rudi Vervoort (lire ci-contre) proclame que le Musée d'art moderne et contemporain verra le jour, *Le Soir* vous invite à y voir plus clair. ■

JEAN-MARIE WYNANTS

1 Est-il normal qu'on coupe dans les budgets culturels ?

Oui! Tous nos interlocuteurs en conviennent, ils s'attendaient à des baisses de leurs subsides et à ces coupes budgétaires. «*Tous les secteurs doivent faire des efforts, il n'y a aucune raison pour que la culture soit épargnée*» reconnaissent Peter De Caluwe, directeur de la Monnaie, Michel Dragnet, directeur des Musées royaux des Beaux-Arts, ou encore Guido Gryssels, directeur du Musée de l'Afrique centrale. Par contre, aucun ne s'attendait à ce que les efforts demandés soient à ce point énormes et tiennent aussi peu compte des spécificités du secteur.

2 La culture particulièrement visée ?

Non. Les mesures d'économies dont il est question aujourd'hui concernent tous les secteurs fédéraux. Extrait de la notification Budget 2015-2019: «*Une économie linéaire de 4 % est appliquée en 2015 et de 2 % chaque année de 2016 à 2019 (...)*» pour les crédits de personnel. Par ailleurs, «*tous les crédits de fonctionnement (...) sont sou-*

mis à une économie linéaire de 20 % en 2015 et de 2 % chaque année en 2016/2019. Tous les crédits d'investissements (...) sont soumis à une économie linéaire de 22 % en 2015, 3 % annuels en 2016-2018 et 2 % en 2019.»

3 Cela ne concerne-t-il que le fédéral ?

Oui, sur le plan administratif. Les mesures budgétaires annoncées sont prises par le gouvernement fédéral et concernent les institutions fédérales. A priori, les musées, théâtres et autres institutions communautaires ne sont donc pas concernés. Dans les faits, les choses sont nettement moins tranchées. Bon nombre de ces institutions collaborent régulièrement quel que soit leur pouvoir de tu-

elle. Quelques exemples : l'actuelle exposition du Mac's au Grand-Hornu (dépendant de la Fédération Wallonie-Bruxelles) est faite à partie des collections du Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren, actuellement fermé pour travaux. L'opéra de Joël Pommerrat monté la saison dernière l'a été en coproduction entre la Monnaie (fédérale) et le Théâtre National de la Communauté française. Le même type de

collaboration existe évidemment avec les institutions flamandes. Et que dire de l'Irpa (Institut royal du patrimoine artistique), dont les expertises et le travail de restauration sont utilisés par tous. En sabrant dans les institutions fédérales, on met en danger ces collaborations et, dès lors, l'activité même de multiples autres institutions.

4 Y a-t-il un agenda caché ?

C'est peut-être de la politique-fiction mais c'est quand même curieux...», confesse Laurent Busine, directeur du Mac's au Grand-Hornu. « Vouloir assécher la culture à Bruxelles, telle semble être l'ambition gouvernementale combinée avec la volonté de certains partis de la majorité de construire un vaste centre culturel à Ruisbroek, en périphérie bruxelloise », réagit la ministre de la Culture en Communauté française, Joëlle Milquet.

Bon nombre de nos interlocuteurs francophones craignent que la N-VA ait un plan très clair en ce domaine : asphyxier les institutions culturelles et scientifiques fédérales pour, ensuite, les montrer du doigt en clamant qu'elles ne remplissent plus leur mission. On pourrait alors les dépecer pour répartir leurs collections ou leur savoir-faire entre les Communautés.

Du côté flamand aussi, beaucoup s'inquiètent. *« Je partage totalement l'analyse et l'indignation de Peter de Caluwe dans sa carte blanche, réagit la chorégraphe Anne Teresa De Keersmaecker. Je crois que c'est une décision qui signifie qu'à long terme, mais déjà même à très court terme, on abandonne la culture, la Belgique et Bruxelles ».*

5 Les collections seraient-elles mieux ailleurs ?

C'est un des points régulièrement soulevés (et pas que par la N-VA) à propos des grands musées fédéraux. Le mauvais état des infrastructures, les coûts de personnel, les problèmes de gestion... tout cela démontrerait que nos trésors ne sont ni bien gardés ni bien exploités.

« Il faut arrêter avec cela, s'enflamme Philippe Mettens, président de la politique scientifique fédérale. Il y a des problèmes, bien sûr, mais c'est normal avec des institutions aussi importantes. Depuis 12 ans que je suis là, nous sommes dans un vaste chantier permanent. Cela prend du temps mais les choses bougent. Les grands travaux à Terouren, ce n'est pas rien. Les travaux actuels au Cinquantenaire non plus. Et à côté de ce que le grand public peut voir, il y a tout le travail fait en amont pour améliorer la conservation des œuvres notamment. Nos collections ne pourraient être mieux que là où elles sont. »

Et si, malgré tout, on finissait par les démanteler pour les répartir entre les Communautés ? Les musées wallons et flamands bondiraient-ils de joie à l'idée de les accueillir ?

« Non, répond Laurent Busine, directeur du Mac's au Grand-Hornu. Nous n'avons pas les moyens pour accueillir ces collections. Nous devons déjà faire de l'équilibrisme avec nos propres budgets. Avec les moyens actuels, ni nous, ni nos collègues flamands, chez qui on vient aussi de sabrer dans les budgets, ne pourrions prendre en charge les collections venues du fédéral.

Augmenter le volume des collections, cela entraîne plus de frais de personnel, de sto-

« Nous n'avons pas les moyens d'accueillir ces collections »

LAURENT BUSINE, DIRECTEUR DU MAC'S

ckage, d'assurances... Et puis qu'est-ce que cela voudrait dire ? Feraient-on comme lors du démantèlement de la bibliothèque universitaire de Louvain : les tableaux pairs d'un côté et les impairs de l'autre ? Ou alors selon l'origine des artistes : Magritte en Wallonie et Panamarenko en Flandre ? Cela n'a pas de sens. Mais malheureusement, on ne peut s'empêcher de penser que certains ont en tête un tel calendrier de démantèlement. »

6 Qu'en disent les ministres ?

Rien pour l'instant. Les mesures annoncées sortent directement du conseil des ministres du 15 octobre et ont été communiquées à tous les secteurs concernés deux jours plus tard. Elke Sleurs (N-VA), secrétaire d'Etat en charge des institutions scientifiques fédérales (Musées royaux d'art et d'histoire, Musées royaux des Beaux-Arts, Institut royal du patrimoine artistique, Musée royal de l'Afrique centrale, Bibliothèque royale de Belgique, Museum des sciences naturelles, Observatoire royal, Institut météorologique, Institut d'aéronomie spatiale) et Didier Reynnders, en charge des institutions culturelles fédérales (Théâtre royal de la Monnaie, Orchestre national de Belgique et Palais des Beaux-Arts de Bruxelles) devront gérer ces coupes budgétaires dans leurs secteurs. « *Nous sommes encore en train de constituer le cabinet mais nous prévoyons une rencontre avec les responsables des institutions concernées dans une semaine ou deux* », confie-t-on chez Didier Reynnders, actuellement en Amérique du Sud. Par contre, Joëlle Milquet, actuelle ministre de la Culture en Communauté française, s'est dite « *stupéfaite suite à l'annonce de l'ampleur des coupes budgétaires* » et s'inquiète de ce que « *le gouvernement fédéral menace, sans concertation avec les acteurs du secteur et les autres niveaux de pouvoir qui sont concernés, la pérennité de nombreuses institutions culturelles principalement basées à Bruxelles* ».

RÉACTIONS

Du côté des artistes... et de la N-VA

Depuis jeudi matin et la publication de notre dossier sur les coupes budgétaires dans les institutions culturelles et scientifiques fédérales, les réactions affluent de toute part. Dans une carte blanche aussi argumentée que mordante, Peter de Caluwe, directeur de la Monnaie parle d'un « *black-out culturel fédéral* » et démontre que « *les institutions culturelles ne peuvent en aucun cas être mises sur un pied d'égalité avec les administrations classiques* ». « *Il est clair que c'est une mesure qui s'inscrit dans une politique néo-libérale où l'on décide de ne pas choisir certaines valeurs*, explique la chorégraphe Anne Teresa de Keersmaeker. *En tant qu'artiste, j'ai beaucoup voyagé et j'ai connu ce type de politique dans des pays comme l'Italie par exemple. Il en est résulté une tabula rasa qui a entraîné un appauvrissement intellectuel général. Je suis partagée entre colère, tristesse et un sentiment de défaite. D'autant que les institutions culturelles font déjà d'énormes efforts budgétaires*

depuis plusieurs années. On continuera à se battre mais quand on voit qu'au même moment, on subsidie les banques qui sont en grande partie responsables de la crise, il y a de quoi se poser des questions. » Pendant ce temps, deux élues N-VA publient une carte blanche dans *De Standaard* n'évoquant à aucun moment les mesures en question mais remettant en cause le projet de musée d'art contemporain au bord du canal (lire l'interview de Rudi Vervoort). Pour elles, il doit se trouver au Mont des Arts ou au Cinquantenaire. « *On ne va quand même pas séparer les collections fédérales ?* », font-elles mine de s'indigner au moment même où le gouvernement, où leur parti est majoritaire, prend des mesures qui risquent de mener tout droit à une telle extrémité. Elles n'oublient pas pour autant d'incendier une nouvelle fois leur cible préférée, Michel Draguet, directeur du Musée des Beaux-Arts. Lequel a pourtant toujours défendu l'idée d'une installation du Musée d'art moderne et contemporain... au Mont des Arts ou au Cinquantenaire.

« Un musée, cela coûte de l'argent »

ENTRETIEN

Directeur du Mac's, musée d'art contemporain de la Fédération Wallonie Bruxelles, Laurent Busine connaît parfaitement le fonctionnement et les exigences d'un musée, qu'il dépende de l'un ou l'autre pouvoir

de tutelle. Il réagit aux mesures qui frappent ses collègues du fédéral.

Quel est votre premier sentiment face aux mesures budgétaires annoncées ?

Honnêtement, un tel coup de massue est inouï. Apprendre que l'on doit économiser 30 % en 2015, alors qu'on est fin octobre, c'est délirant. Même en virant 30 % du personnel, on

n'y arriverait pas puisqu'il faudrait payer les préavis et mettre fin à une série d'activités.

Plusieurs responsables d'institutions fédérales expliquent que l'effort budgétaire demandé à tous les secteurs ne tient pas compte de leur spécificité. Vrai ?

Évidemment. Un musée n'est pas une administration. Et ce n'est pas non plus une boutique qui rapporte de l'argent. Un musée, cela coûte de l'argent. Comme les écoles. Même le Louvre qui fait 8 millions de visiteurs par an ne peut payer seul la totalité de ses frais de personnel, de fonctionnement, etc.

Comment est-ce possible ?

Je vais prendre l'exemple du Mac's. Les gens ne voient que la partie immergée : les expositions. Mais pour mettre celles-ci à disposition du public, nous avons des frais de personnel, de sécurité, d'assurances, de maintenance hygrométrique, de conservation, de chauffage, d'administration... Et pour tout cela, il faut des espaces. On calcule généralement que pour 1 m² public, il y a 1 m² non accessible au public (ateliers, réserves, bureau...)

Par ailleurs, cela coûte cher de maintenir des collections en bon état. Même pour des œuvres contemporaines comme les nôtres, nous avons régulièrement des travaux de restauration à faire. Alors imaginez pour les collections de papillons du musée de Tervuren, les tableaux anciens des musées des Beaux-Arts ou les objets du Cinquantenaire. Si on devait fixer les prix d'entrée en fonction des coûts, ils se monteraient à 30/35 euros par personne. Impensable. On demande aux musées de s'ouvrir au plus grand nombre mais aussi de faire assez d'argent pour faire tourner la boutique. C'est impossible. D'autant que tout musée a aussi une autre mission essentielle : la recherche scientifique. Une mission qui coûte et ne rapporte rien en termes économiques. Et cela, je crains que ce soit quelque chose d'incompréhensible pour le gouvernement actuel. ■

Propos recueillis par
JEAN-MARIE WYNANTS

Rudi Vervoort : « Le Musée d'art moderne se fera ! »

ENTRETIEN
L'avis de tempête sur la culture diffusé hier dans *Le Soir* a fait monter le ministre-président bruxellois, Rudi Vervoort (PS), sur le pont. C'est que les mesures d'économie annoncées par le fédéral vont toucher de plein fouet des institutions comme la Monnaie, Bozar ou les Musées royaux, qui participent au rayonnement de la capitale...

Que pensez-vous de l'annonce des coupes sombres dans les budgets culturels ?

Quand on touche au secteur culturel, et en l'occurrence aux matières biculturelles, à des institutions comme celles que vous avez citées, on touche à quelque chose de symbolique. Je crains qu'il y ait dans le chef de la N-VA une volonté de dislocation des institutions fédérales.

Ceci pourrait-il avoir une incidence sur le futur Musée d'art moderne et contemporain, attendu dans le bâtiment Citroën, place de l'Yser ?

Je vais être très clair par rapport à ce musée. Nous sommes en phase de finalisation de la négociation avec le groupe Citroën. Et nous irons jusqu'au bout. Nous allons acheter l'ensemble du bâtiment et nous allons relocaliser Citroën à proximité de cette zone. Après, on verra. On verra si le fédéral continue à jouer le jeu ou pas. Mais je voudrais simplement dire que la 6^e réforme de l'Etat nous permet pleinement de

réaliser des infrastructures biculturelles à Bruxelles... Nous irons donc jusqu'au bout du projet. Un vrai musée, ouvert au plus grand nombre, pas un lieu de réflexion ou de création - il y a d'autres lieux pour ça.

La N-VA dit aujourd'hui (dans « De Standaard ») que les collections fédérales sont indivisibles...

Les choix qui ont été posés par le passé, entre les collections d'art ancien et d'art moderne par exemple, montrent le contraire. Par ailleurs, qu'il soit clair que nous ne demandons pas que ces collections soient transférées à la Région bruxelloise ! Du reste, tout cela a été discuté avec les musées, avec Michel Drăguet et avec la Ville de Bruxelles. On est dans l'exécution d'un accord.

Autre volonté de la N-VA : utiliser des institutions existantes, au Cinquantenaire ou place Royale.

Outre les problèmes d'espace, est-ce que la place Royale est le bon endroit pour l'art contemporain ? Je n'ai pas ce sentiment. Le Cinquantenaire ? Ça me fait rire quand je lis qu'il faut couvrir le tunnel et construire un nouveau bâtiment, alors qu'on n'est même pas fichu de rénover les bâtiments existants, que l'eau y dégouline de partout... Allez visiter : c'est scandaleux !

Mais pourquoi au bord du canal ?

Déjà, parce que le bâtiment exprime quelque chose. Plus fonda-

mentalement, si on a choisi la zone du canal, c'est parce que nous en faisons une zone de développement prioritaire pour les 20 années qui viennent. Et qu'une infrastructure de ce type-là, à l'endroit que nous avons choisi, a pleinement sa place. Les

Bruxellois savent qu'aux alentours de cette zone, on trouve déjà un nombre important d'infrastructures culturelles - notamment néerlandophone, d'ailleurs, comme le Kaaitheater ou le Beursschouwburg. Pour nous, c'est aussi l'image d'une zone de réconciliation entre les Bruxellois, entre les deux rives du canal. Il y a naturellement une dimension internationale à ce projet, mais en même temps c'est emblématique de la vision que nous avons de la Région pour demain. Et ça, c'est encore aux Bruxellois de déterminer là où ils estiment le plus opportun de le faire.

Avez-vous les moyens de vos ambitions ?

Oui, via une société anonyme d'acquisition foncière, que nous allons développer. Nous réalisons aussi une opération immobilière sur la partie dédiée au logement le long du canal, qui permettra de rentabiliser largement l'investissement du site. L'objectif est d'aller à l'ouverture pour 2017-2018.

Et si le fédéral refuse de prêter les œuvres ?

Ce sera intéressant de l'acter. Les masques tomberont. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTOI